

**JEUDI 13 FEVRIER 2014**

- = Menaces sur les comptes bancaires, suite : vers des faillites préventives ? p.1
- = Les pays de l'UE devront bientôt prendre en compte le trafic de drogue et la prostitution dans leur PIB p.3
- = Première intervention de Janet Yellen à la Fed... et pas de tapering en vue ! p.4
- = Chroniques émergentes : séparer le bon grain de l'ivraie p.6
- = « La trahison d'Hollande aux États-Unis ! » p.9
- = Le pouvoir est toujours celui de tracer des équivalences,... plus ou moins fausses p.19
- = Transition de la société : passer du rêve à la réalité p.22
- = À LA RECHERCHE D'UNE STABILISATION p.26
- = La séparation des activités bancaires : Barnier-Noyer = 0-0 p.27
- = L'euro : trop cher pour la France et menacé par les juges allemands de Karlsruhe p.29
- = Progrès et modernité : dernières cartouches avant la faillite p.31
- = Chaos politique mondial, « smog » statistique, risque d'explosion de la planète finance... p.32
- = Crise évitée à Washington sur le plafond de la dette, jusqu'à 2015 p.37
- = Les pays émergents n'ont pas dit leur dernier mot p.39
- = Trop chers, les Jeux olympiques ? p.42
- = La pollution rend Pékin « à peine vivable » p.44



## **Menaces sur les comptes bancaires, suite : vers des faillites préventives ?**

Par Philippe Herlin - Chercheur en finance Publié le 2014-02-13

Nous avons évoqué il y a un mois dans [cet article](#) les menaces pesant sur les comptes bancaires après les prises de position inquiétantes de l'Union européenne, du FMI et du Comité de Bâle, l'instance chargée d'élaborer les normes prudentielles pour les banques. Voici un nouvel élément à verser au dossier : la déclaration de la française Danièle Nouy, présidente du mécanisme de supervision bancaire européen (placé sous l'autorité de la BCE), chargé d'effectuer les stress-tests bancaires dans le courant de cette année et dont les résultats seront annoncés en novembre.

Oui bien sûr, les stress-tests bancaires réalisés jusqu'ici par l'Union européenne n'ont été qu'une vaste blague, les banques irlandaises et Dexia les avaient brillamment passés peu de temps avant de se déclarer en faillite. Mais cette fois le ton a l'air de changer. Dans une interview au Financial Times sur la santé du système bancaire européen, Danièle Nouy affirme en

effet tranquillement : "Nous devons admettre que certaines banques n'ont pas d'avenir". Tout simplement. Elle ajoute ensuite qu'elle ne croit pas à des fusions de banques bien portantes avec d'autres plus fragiles, et qu'il faudra donc procéder à la faillite organisée de ces établissements.

Le message a le mérite d'être clair. Ces paroles martiales indiqueraient-elles un changement de point de vue du superviseur bancaire ? Formulons une hypothèse : les stress-tests bancaires seraient cette fois utilisés pour détecter les banques les plus malades et les déclarer en faillite avant même qu'elles puissent le faire elles-mêmes et ainsi alerter les déposants et propager la panique. D'autant que, comme nous l'avions dit, une autre personnalité éminente (Sabine Lautenschläger, vice-présidente de la Bundesbank et candidate au directoire de la BCE), a récemment déclaré que la zone euro devait être capable de définir en l'espace d'un week-end un plan de restructuration d'une banque en péril. Ainsi, avant même que les difficultés d'une banque soient vraiment connues et médiatisées, la faillite serait prononcée par le superviseur bancaire, et les comptes des déposants ponctionnés, le tout en 48 heures, conformément au nouveau mode de règlement des crises bancaires que fait avancer l'Union européenne. Ce serait en quelque sorte la "faillite préventive" (comme George Busch avait ses "guerres préventives").

Ce changement de ton explique-t-il l'agitation qui règne en ce moment en Italie ? Comme s'il fallait se dépêcher de régler les problèmes en interne avant que la BCE armée de sa "supervision" ne débarque, le gouvernement et la banque centrale italienne s'affrontent pour savoir s'il faut ou non créer une "bad bank" de façon à soulager les banques de leurs créances douteuses. Les banques italiennes se trouvent en effet confrontées à une forte augmentation de ces prêts "non performants" (149,6 milliards d'euros, soit 9% de l'ensemble des crédits). UniCredit et Intesa Sanpaolo étudient actuellement la possibilité de céder des créances pourries à des fonds anglo-saxons, tandis que Monte dei Paschi cherche de l'argent frais.

Et ailleurs ? En France plusieurs articles pointent le manque de fonds propres du Crédit Agricole et de la Société Générale, mais on ne signale pas de déclarations publiques pour l'instant. En Espagne, le gouvernement affirme ne plus avoir besoin de l'aide de l'Europe, il est vrai que les banques espagnoles ont reçu près de 70 milliards d'euros d'aides de Madrid et 41,3

milliards d'euros par l'intermédiaire du programme d'aide européen. Mais les créances douteuses augmentent et la Banque d'Espagne prévoit qu'elles s'élèveront à 15 % en 2014 avant de commencer à diminuer en 2015... Bref, nombre de banques européennes restent fragiles, et le couperet risque de tomber plus vite qu'on ne le pense.

## **Les pays de l'UE devront bientôt prendre en compte le trafic de drogue et la prostitution dans leur PIB**

**Pour fausser les mauvais chiffres ?...**

**Wikistrike et Express.be 13 février**

Les pays les plus pauvres de l'Europe de l'Est vont augmenter de manière significative leur PIB en raison d'un nouveau jeu d'écritures imposé par une nouvelle réglementation de l'Union européenne. Au cours du dernier printemps, le Parlement européen a en effet décidé que les États membres devaient désormais prendre en compte la valeur d'un certain nombre **d'activités illégales dans leur produit intérieur brut ; celles-ci incluent la prostitution, la production et la consommation de drogue, rapporte le Times**. Le journal indique que l'incidence de cette mesure pour la Grande-Bretagne est de 10 milliards de livres (environ 12 milliards d'euros), pour un PIB qui se monte actuellement à 1.600 milliards de livres (environ 1.920 milliards d'euros).

Cette décision a été motivée par le désir de mieux saisir la valeur réelle des économies des États membres, et de pouvoir établir des comparaisons plus justes entre eux. La prostitution et la consommation de drogue étant légales dans certains pays comme les Pays-Bas, les autres États membres ont été invités à inclure ces activités dans leur produit intérieur brut

Pour le député conservateur britannique Mark Garnier, il ne s'agit que d'une perte de temps. « En fait, on demande aux gouvernements de quantifier la taille de l'échec de leur politique », dit-il.

La nouvelle obligation a des conséquences importantes pour certains pays de l'Est. En effet, le PIB sert d'assiette à la contribution des États-membres au budget de l'UE. L'intégration des activités illégales dans le produit intérieur brut de ces pays va donc conduire à majorer leur contribution au budget européen. Raoul Ruparel, qui dirige le think tank Open Europe, estime que

les nouvelles règles de comptabilisation pourraient faire regagner 2% de PIB à la Grèce, et donc changer l'analyse de la crise que connaît ce pays.

Le journal rappelle que la Grèce elle-même avait déjà tenté d'améliorer la présentation de ses comptes au moyen d'un artifice comparable. En 2006, elle a tenté de réviser ses statistiques en incluant la prostitution, le blanchiment d'argent et d'autres activités illégales, ce qui avait abouti à augmenter brutalement le PIB de 25%. A l'époque, Bruxelles avait rejeté cette méthode. Cependant, en 1995, la législation européenne avait été modifiée pour inclure la comptabilisation de la prostitution et du trafic de drogue à partir de 1998, mais cette loi n'a jamais été appliquée.

Au printemps dernier, le parlement européen a relancé le débat, réclamant la mise en place de ces principes. Désormais, les États membres ont jusqu'en septembre pour les appliquer. Toutes les activités illégales ne sont pas incluses, cependant : seules les transactions qui font intervenir deux parties de leur plein gré sont prises en compte. Le trafic de drogue et la prostitution sont les deux principales activités visées. En revanche, les vols ne seront pas compris.

<http://www.express.be/business/fr/economy/les-pays-de-lue-devront-bientot-prendre-en-compte-le-traffic-de-droque-et-la-prostitution-dans-leur-pib/202188.htm>

## Première intervention de Janet Yellen à la Fed... et pas de tapering en vue !

13 fév 2014 | [Bill Bonner](#)

▪ Wall Street semble avoir retrouvé le sourire. L'or grimpe aussi. Mais les investisseurs en bons du Trésor US ont subi une perte. Le marché obligataire semble penser que son plus gros acheteur est sur le point de quitter la scène.

La cause de tout cela, ce sont les nouvelles en provenance de Washington. D'abord, le Congrès US a voté pour suspendre le plafond de la dette, sans conditions ni querelles, jusqu'à l'année prochaine. La dette américaine n'a donc plus de limites... pas plus que les cours boursiers.

*"Etes-vous un banquier central sensé, et si non, quand le deviendrez-vous ?"*

Deuxièmement, Janet Yellen a fait ses débuts à Washington avec cette question du républicain Jeb Hensarling, de l'état du Texas :

"Etes-vous un banquier central sensé, et si non, quand le deviendrez-vous ?"

C'était un défi codé, rappelant la déclaration de Mme Yellen en 1995, selon laquelle une banque centrale sensée suit des formules, des règles... plutôt que de prendre des décisions *ad hoc*.

▪ **La transparence oui... mais uniquement quand ça arrange la Fed !**

Mme Yellen a répondu que oui, elle était raisonnable, et que oui, une banque centrale devait suivre des règles transparentes...

... mais qu'elle continuerait à inventer sa politique au fil des jours. Le *CS Monitor* en dit plus :

*"Depuis plus d'un an, le comité de politique de la Fed déclare qu'il n'envisagerait pas de hausse des taux d'intérêt à court terme tant que le chômage ne serait pas passé sous les 6,5% et du moment que l'inflation ne dépassait pas les 2%. Aujourd'hui, avec le taux de chômage déjà à 6,6%, les autorités de la Fed — dont Yellen — déclarent que le taux de 6,5% n'est pas un 'déclencheur' de hausse des taux.*

*Dans la pratique, a déclaré Yellen aux législateurs mardi, elle examinera toute une gamme de données concernant le marché de l'emploi et l'inflation pour évaluer le moment d'augmenter les taux. Il est probable que la Fed maintiendra des taux d'intérêt ultra-bas 'bien au-delà du moment où le taux de chômage passera sous les 6,5%', a-t-elle dit dans le témoignage écrit préparé pour l'audience de mardi".*

Le QE pourrait donc se poursuivre...

On dirait que Richard Duncan avait raison. Selon le macro-stratégiste, la Fed fournit un financement "excessif" par rapport aux besoins de crédit des Etats-Unis, et que ce financement nourrit le marché boursier. Il devrait y avoir assez pour maintenir les actions en hausse durant le premier semestre 2014, a-t-il dit. Ensuite, si la Fed tient ses promesses de *tapering*... prudence.

Cette source de financement ressemble à une manne divine. Aucune main calleuse ne l'a gagnée. Aucune goutte de sueur ne la macule. Aucun front ridé n'a réfléchi aux moyens de l'obtenir.

▪ **Tokyo-Buenos Aires : où en sommes-nous du parcours ?**

Il y a cinq ans, nous aurions su avec certitude que la Fed ne pouvait pas ajouter 3 000 milliards de dollars de ce financement à la base monétaire sans des conséquences graves et terrifiantes. Mais les mois passent l'un après l'autre sans que nous voyions les conséquences en question... ni même le sommet de leur mât visible à l'horizon... Que devons-nous en penser ?

Lorsque la crise de 2008-2009 est arrivée, notre prédiction ressemblait à un itinéraire touristique : d'abord Tokyo... puis Buenos Aires.

*Le remboursement, le défaut et le passage en perte et profits de la dette seraient longs et difficiles, pensions-nous*

Nous voulions dire par là que l'économie américaine entrait dans une période de désendettement ressemblant fortement à celle du Japon. Le remboursement, le défaut et le passage en perte et profits de la dette seraient longs et difficiles, pensions-nous. Ensuite, lorsque ce serait terminé...

nous nous retrouverions dans une période d'inflation, voire d'hyperinflation. Cela pourrait se produire de deux manières différentes.

Une fois le désendettement terminé, les gens commenceraient à emprunter et dépenser à nouveau. Cela augmenterait la masse monétaire — surtout avec une base monétaire plus grande dans laquelle puiser — et ferait grimper les prix.

Ou bien, désespérée et impatiente de revoir les beaux jours d'avant la crise, la Fed pourrait avoir recours à un stimulus monétaire direct (une sorte de largage par hélicoptère). La Fed a sûrement un plan d'urgence sur le sujet. Un banquier central sensé ne penserait même pas à faire une telle chose. Mais nous vivons une époque d'improvisation, en termes d'expérimentations monétaires. Il ne faut rien écarter.

Les prix à la consommation américains — selon les chiffres officiels — augmentent d'un peu moins de 2% par an. Les économistes ne s'inquiètent pas de l'inflation, mais de son absence. Nous sommes encore largement à Tokyo, non Buenos Aires.

## [Chroniques émergentes : séparer le bon grain de l'ivraie](#)

12 février 2014 | [Cécile Chevré](#)

L'actuelle crise des devises que traversent les pays émergents aura peut-être

une conséquence positive : celle justement de ne plus parler des “pays émergents” de manière globale, sans faire de différence entre chaque situation particulière. Cela restera sûrement un voeu pieux mais pourtant, pour l’investisseur désireux de profiter de la croissance hors de nos frontières, la compréhension de ces différences et statuts particuliers est indispensable.

Au-delà de cette réflexion générale sur les émergents, je voudrais aujourd’hui revenir sur un continent qui a fait beaucoup parler de lui ces derniers jours — et pas forcément en bien : l’Amérique latine.

### **Les deux géants latino-américains vacillent**

**L’Argentine** est une des premières victimes de la crise actuelle. Le 23 janvier dernier, le peso s’effondrait de 13% en une seule journée.

Les observateurs de courte vue ont pointé du doigt la réduction de la politique accommodante de la Fed mais les causes du marasme argentin sont bien plus profondes que cela. Après sa faillite en 2001, le pays a restructuré près de 90% de sa dette et a été coupé des marchés. Pour se financer, il ne peut donc plus s’endetter mais ne peut compter que sur ses excédents commerciaux et les très importantes taxes imposées aux exportations ainsi que sur sa banque centrale (l’impression monétaire donc).

Le pays étant un grand exportateur de matières premières (céréales, soja, biodiesel, viande mais aussi or, argent ou cuivre), cet impossible recours aux marchés obligataires n’a pendant plusieurs années pas pénalisé le pays. L’explosion de la demande en *commodities*, en particulier par la Chine, a assuré à l’Argentine une croissance tournant autour de 8% depuis 2003 (exception faite de 2009).

Le problème, c’est que le pays n’a pas profité de cette période de croissance pour diversifier son économie et tenter de réduire sa dépendance aux exportations.

Or depuis plus d’un an, la demande en matières premières faiblit alors que la Chine est confrontée à un ralentissement et une mutation de sa propre économie. Les prix des *commodities* s’en sont fortement ressentis et l’Argentine a été confrontée à un problème de poids. En 2012, la croissance s’effondre à 1,9%. Et si elle devrait dépasser les 5% en 2013 (seules des estimations ont pour l’instant été publiées), la chute des revenus liés à

l'exportation ainsi que le maintien d'importantes taxes imposées aux exportateurs accentuent le mécontentement à la fois économique et social.

En outre, l'inflation est devenue un véritable fléau pour l'Argentine. Officiellement de 10%, l'inflation dépasserait dans les faits les 25%.

Face à la pression sur sa devise, le pays a dû se résoudre à laisser filer sa monnaie alors que ses réserves de change baissent rapidement.

L'inquiétude est telle qu'une rumeur persistante a fait état d'un appel à l'aide au géant voisin, **le Brésil**. Mais le pays, grand rival économique de l'Argentine, doit lui-même faire face à d'importants problèmes économiques et à la contestation sociale. Inflation (au-dessus des 6%), croissance en berne, creusement du déficit courant et des dépenses sociales... tout ceci laisse entrevoir un affaiblissement des fondamentaux macroéconomiques. Et tout comme l'Argentine, le Brésil a subi les conséquences de la baisse de la demande en matières premières.

Brésil et Argentine sont aujourd'hui confrontés aux limites de leur modèle de croissance si bien que la prudence reste de mise si vous aviez l'intention d'investir dans ces pays.

### **L'Alliance Pacifique face à la crise des émergents**

Passons maintenant à **l'Alliance Pacifique**. Les pays qui la forment (Mexique, Chili, Colombie et le Pérou) font figure depuis 2 ans de sérieux challengers aux géants que sont le Brésil et l'Argentine. Et il est vrai que leurs atouts sont nombreux.

Premier d'entre eux, la mise en place d'une véritable zone commerciale et économique avec, par exemple, la suppression de la plupart des droits de douanes. Ensuite l'Alliance Pacifique est très tournée vers l'Asie-Pacifique qui demeure, malgré tout, une des régions les plus dynamiques du globe. Enfin, les populations et le PIB cumulés des 4 pays de l'Alliance Pacifique sont équivalents à ceux du Brésil.

L'Alliance Pacifique a donc suscité beaucoup d'espairs, d'autant plus que le Mercosur, le marché commun qui regroupe l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, le Venezuela, est en panne par manque de volonté politique et devant la montée du protectionnisme.

Mais la crise des émergents a frappé sans distinction et les pays de l'Alliance Pacifique n'ont pu échapper à la tourmente. La Bourse mexicaine a perdu 7%



il y a 15 jours alors que les investisseurs étrangers prenaient leurs jambes à leur cou.

Parmi les pays les plus fragiles aujourd'hui : le **Chili**. Le pays est très dépendant de ses exportations, en particulier de cuivre. Là encore, l'effet chinois joue à plein. Mais contrairement à ce qui s'est passé en Argentine, le gouvernement chilien a su profiter de la hausse de ces dernières années pour constituer une importante réserve de changes.

Le **Pérou** est lui aussi victime de la baisse de la demande asiatique. Sa croissance fléchit et le pays n'a pas d'aussi importantes réserves que le Chili. Mais son principal atout est l'important investissement effectué depuis quelques années dans ses infrastructures. Là encore, passée la crise actuelle, le Pérou pourrait rapidement reprendre du poil de la bête.

Reste la **Colombie** et le **Mexique**, deux pays qui tirent leur force de leurs liens avec les Etats-Unis. Si la croissance américaine est bien de retour, comme semblent l'indiquer les derniers chiffres du PIB (+3,2% de croissance au quatrième trimestre 2013, au-dessus des attentes), ces deux pays seront les premiers à en profiter.

Je vous proposerai donc un point complet consacré au Mexique dans une prochaine *Quotidienne*.

## « La trahison d'Hollande aux États-Unis ! »

Charles Sannat 13 février



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Il est bien loin le temps d'un président, un autre François, Mitterrand cette fois, qui n'avait pas hésité à dénoncer le danger représenté par les États-Unis d'Amérique, qui ne sont plus depuis bien longtemps, hélas, une démocratie ou même un rêve mais un cauchemar pour le reste du monde. François

Mitterrand, que l'on peut ne pas avoir aimé, avait tout de même un autre charisme que l'actuel locataire de la rue du Cirque... pardon de l'Élysée et était surtout un brillant intellectuel. Un homme cultivé.

Il confiait, peu avant sa mort, que « la France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort apparemment. Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort ».

Il est bien loin le panache d'un Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères, faisant un discours au Conseil de sécurité de l'ONU pour dénoncer la guerre en Irak.

Il est bien loin le courage d'un autre corrézien, Jacques Chirac, président de la République qui a su s'opposer et dire NON à une administration américaine assez malveillante et dont l'aventure irakienne aura laissé des traces durables et des centaines de milliers de victimes innocentes sacrifiées sur l'autel du pétrole peu coûteux.

François Hollande Normal 1er est reçu en visite d'État par le Président Obama, ce qui est dans la symbolique politique et diplomatique une très grande marque d'amitié que les médias ne se privent pas de nous rabâcher. Quelle chance mes amis, vous vous rendez-compte ? Le Président des États-Unis d'Amérique, la première puissance mondiale en terme de capacité de cassage de gueule à l'étranger grâce à son armée aussi importante, à sa NSA omniprésente, à sa CIA, à ses drones volant parfaitement identifiés, déroule le tapis rouge à notre François Normal 1er dit le Petit. Le tout petit d'ailleurs !

C'est donc un président français, sans panache, sans courage, sans conviction que nous pouvons contempler à l'œuvre sans que cela n'émeuve pourtant grand monde pour le moment.

Lorsque l'on regarde les propos tenus, il y a de quoi être particulièrement dubitatif, et je me pose une question. Cette question je me la pose vraiment. Elle est réelle. François Hollande est-il président de la République française ou n'est-il que le laquais et le vassal du seigneur américain ? Sommes-nous donc tombés aussi bas que nous ne pouvons plus avoir une pensée propre, une diplomatie propre, ce qui n'empêche nullement d'avoir des liens réels et

étroits avec notre allié américain ?

Voici donc un petit résumé du festival de trahisons de notre président qui, en pleine période de soldes, a décidé vraisemblablement d'attaquer directement nos intérêts par la dernière démarque et une promo à -90 % sur les intérêts de notre pays et de notre peuple.

### **Obama et Hollande minimisent la crise des écoutes de la NSA**

Je vais commencer par un article du *Monde*, journal pas vraiment Hollandophobe. J'aime beaucoup cet article car nous avons droit à la retransmission de la novlangue en vigueur et c'est assez hallucinant.

### **L'amitié franco-américaine**

*Le Monde* : « Faisons plus de choses ensemble », s'est écrié M. Obama. « C'est un grand honneur d'accueillir mon ami, le président Hollande », a-t-il ajouté, soulignant qu'il s'agissait de la première visite d'État d'un président français aux États-Unis « en près de vingt ans ».

Traduction du Contrarien Matin : on s'aime, mon ami, mon copain, blablabla l'amitié machin toussa, il est gentil Normal 1er, il obéit à mes ordres, il ne m'emmerde pas, c'est un bon p'tit gars, pas comme ce Chirac qui nous a empêchés de forer les puits de pétrole irakiens tranquillement, pardon... pas comme ce Chirac qui ne voulait pas apporter la « démocratie américaine en Irak », ou ce Mitterrand qui essayait systématiquement de défendre les intérêts français... insupportable. Lui, il est gentil, il me donne les clefs de son pays, la caisse, et la caissière... sympa, en plus avec Michèle (Obama), actuellement, c'est plus le grand amour, alors...

### **La lutte contre la terrible terreur des terroristes terrorisants...**

*Le Monde* : « Nous sommes ensemble pour combattre le terrorisme, ensemble pour répondre à la menace de la prolifération des armes nucléaires et chimiques, ensemble pour résoudre les crises du Proche-Orient, ensemble pour trouver une solution en Syrie, ensemble pour le développement de l'Afrique, ensemble, toujours ensemble, pour lutter contre le réchauffement climatique. »

Traduction du Contrarien : l'autre pignouf de président français à plus une thune, mais il me refille ses soldats, ses tanks et ses chars, et même que maintenant je le force à acheter que du matos militaire US, ce qui est bon

pour le business... mais surtout, on combat ensemble la terreur, le terrorisme, tous les terroristes, et bientôt les terroristes seront juste ceux qui pensent un tout petit peu différemment, c'est ça qui est bien avec le terrorisme, on met qui on veut sur la liste, suffit juste de dire TERRORISTEUUUUUUU !

« Des entreprises peuvent toujours prospecter sur les chances à plus ou moins long terme de s'installer en Iran et sur l'échéance d'un accord international sur le nucléaire iranien », a expliqué Barack Obama. « Mais je peux vous dire qu'elles le font, pour l'heure, à leurs risques et périls. Parce que nous allons leur tomber dessus », a-t-il assuré.

### **Les « zécoutes de la NSA »**

*Le Monde* : Une interrogation persistait : les deux chefs d'État aborderaient-ils les écoutes de la NSA qui avaient suscité des crispations outre-Atlantique après les révélations d'Edward Snowden ? Barack Obama et François Hollande se sont finalement exprimés à ce sujet.

« Nous avons établi une clarification (...) et travaillé à une collaboration » a affirmé M. Hollande. « Nous voulons respecter la vie privée des citoyens du monde », a pour sa part déclaré M. Obama. « La confiance mutuelle a été restaurée », a conclu François Hollande.

Traduction du Contrarien : on a vachement bien étouffé l'affaire ! En plus, moi, François, je suis super content de ce deal avec la NSA, car en fait, mes potes de la NSA écoutent mon peuple pour moi et me refilent en douce les enregistrements, comme ça, lorsque ces enfoirés de juges qui pensent encore que le droit et la démocratie ça existe et qu'ils ne veulent pas me refiler une autorisation d'écoutes administratives et bien hop, un coup de bigophone à la NSA et zou, le type est mis sur écoute généralisée directement par les Zaméricains. Ils sont sympas quand même... On est donc les meilleurs des potes et le plus important, c'est que lorsqu'on s'assoit sur la notion de vie privée et de liberté, il faut toujours dire que le plus important c'est la liberté et la vie privée et que la police, l'armée, les services secrets sont là justement pour garantir la liberté et la vie privée en vous protégeant des super méga méchants terroristes. N'oubliez pas, la première des libertés, c'est la sécurité. La sécurité c'est la lutte contre la terreur. La lutte contre la terreur... ben ça conduit à une grosse restriction de liberté... mais c'est pour vot'bien ma brave dame ! Circulez, il n'y a rien à voir, ni à entendre et encore moins à écouter...

Le traité transatlantique de libre-échange, qui va tous nous rendre super méga riches avec tout plein de crôissance, d'emplois et plus jamais de chômage de la vie jusqu'à la mort, comme l'euro, comme l'Europe, comme la mondialisation mais encore en vachement plus mieux que vous le regretterez jamais... (Et que si vous n'en voulez pas, eh bien vous l'aurez quand même, sinon vous êtes des fascistes à l'idéologie rance qui rappelle les heures les plus sombres de notre histoire et c'est super nauséabond.)

*Le Monde* : Au sujet des accords de libre-échange, des marchés publics et des barrières tarifaires, dont la visite française doit permettre d'avancer les négociations, « nous avons tout intérêt à aller vite », a ensuite affirmé François Hollande. « J'encourage les entreprises américaines à chercher des occasions en France », a conclu Barack Obama, qui a salué les « réformes structurelles qui rendront la France plus compétitive à l'avenir ».

Traduction du Contrarien : François veut aller vite. Il est donc d'accord sur tout. Il a dit à Barack : « C'est où kon signe le contrat ? » Faut dire que Barack tenant un colt 45 sur la tempe de François, ça aide le type à signer et vite. Et puis il est sympa Obama, il dit aux entreprises américaines allez investir en France, en clair, vous passez d'abord au guichet de la FED, là Janet vous refile plein de biftons gratos, après vous allez en France, vous demandez François (oui, c'est ça, le gouverneur de la province), tous les contrats de privatisation sont prêts, la flotte, le gaz, l'électricité, les péages, toussa, toussa, et vous faites vos courses. Ils sont sympas les Frenchies.

### **Gaz de schiste : Hollande réfléchit à d'autres techniques d'exploration**

Allez, passons à cet article de BFM TV qui nous raconte comment François se fait pourrir depuis quelques mois suite à son interdiction de polluer notre eau, nos sous-sols avec l'extraction de gaz de schiste, ce qui nuit évidemment à la santé financière des industriels du secteur de l'énergie américain... Du coup, pas fou François, il a voulu être sympa avec ses copains, c'est les siens, et comme c'est les siens... eh bien ça devient aussi un peu les nôtres... du coup, je cite : « À des industriels américains, François Hollande a indiqué réfléchir à d'autres techniques d'extraction que la fracturation hydraulique, interdite en France. »

« Mardi, il avait rendez-vous à Washington, à huis clos, au siège de la puissante chambre de commerce américaine, avec les acteurs de ce que l'on pourrait appeler la vieille économie. Autour de la table il y avait notamment

les patrons de Fedex, de GE aviation ou de Mastercard. Devant eux, François Hollande a tenu à rassurer sur le dossier énergétique. »

« Le différentiel de compétitivité entre la France et les États Unis s'explique aussi par un coût de l'énergie beaucoup plus faible outre-Atlantique. Alors, sans que les participants aient eu besoin de l'interroger, le président français a mis de lui-même le sujet du gaz de schiste sur la table. » Genre vous inquiétez pas, hein, on va vous faire forer en France, puisque j'ai pas le choix, et que vous m'avez posé un colt45 sur la tempe... Et comme vous êtes les gentils, je vais vous donner tous les permis de polluer...

Et l'article de BFM, d'oser poser une question quand même hyper embarrassante : « Une volonté de plaire ou d'avancer ? »... Non, sans blague... (Pour fayoter, pensez à dénoncer BFM pour révisionnisme énergétique auprès de Manu, qui se chargera de s'occuper de ramener BFM dans le drôat chemin.)

Et BFM c'est méchants vilains d'enfoncer le clou en osant rappeler que cette « déclaration tranche avec ses propos du 14 juillet dernier. Tant que je serai président il n'y aura pas d'exploration en France ».

### **Obama et Hollande avertissent les entreprises prospectant en Iran**

Conférence de presse de Barack Obama et François Hollande à la Maison-Blanche © REUTERS

DÉCLARATIONS – Les présidents américain et français ont tous deux mis en garde les entreprises qui prospectent en Iran.

L'INFO. L'avertissement est clair. Barack Obama et François Hollande ont tous deux mis en garde les entreprises étrangères qui prospectent en Iran, lors d'une conférence de presse commune à la Maison-Blanche.

Le président américain a prévenu ces entreprises qu'elles prospectaient dans le pays « à leurs risques et périls » et promis « une pluie de sanctions » en cas de non-respect de l'embargo international.

Son homologue français, lui, a fait allusion à une délégation de 116 représentants d'entreprises, menée par le Medef international, qui s'est rendue à Téhéran début février. « Le président de la République n'est pas, je pense, le président des organisations patronales en France, et l'inverse aussi est vrai », a-t-il ironisé, assurant avoir « fait savoir » à ces entreprises qu'elles risquaient « des sanctions », « que ces contacts ne pouvaient pas déboucher

aujourd'hui sur des accords commerciaux ».

François Hollande douche les espoirs de Renault et PSA de revenir rapidement en Iran

Bon, sur ce sujet, Obama a été très clair, si jamais une seule entreprise française se permet de travailler en Iran... nous saurons les débusquer, les traquer et les sanctionner... Ambiance. Hollande, au mépris de toute laïcité socialiste, a dit amen et « le président français a mis en garde les entreprises tricolores qui se sont rendues en Iran, faisant référence à une délégation de 116 représentants de sociétés hexagonales menée par le Medef International. Renault et PSA espèrent toutefois renouer avec ce pays où ils étaient très fortement implantés ».

Il faut savoir, comme je l'ai à plusieurs reprises expliqué dans le Contrarien Matin, que pour PSA, le marché iranien était en volume le plus important de tous ses marchés export et que c'est l'alliance avec le constructeur US qui a mis fin à ce partenariat avec l'Iran et que cela a précipité le groupe PSA dans le rouge et vers la faillite.

C'est la raison également pour laquelle le constructeur français, avec la bénédiction du gouvernement, s'est rapproché de Dongfeng pour se mettre sous le parapluie économique chinois comme on le faisait jadis des parapluies nucléaires...

Hollande un traître, un faible, un mou, ou finalement un président normal ?

À la décharge de notre mamamouchi en chef, il est indéniable que les pressions exercées par nos grands zamis les Zaméricains sont réelles et très fortes.

Il n'en demeure pas moins que lorsque l'on voit le bilan désastreux de cette visite d'État, on regrette Chirac, on regrette Mitterrand, pas Sarko, lui il était américain et le revendiquait, et on souhaiterait surtout que François reste à Paris.

Mais plus que tout, les compromissions constatées relèveront pour les plus durs presque de haute trahison aux intérêts politiques, diplomatiques et économiques de la France, et pour les plus modérés d'une réelle mollesse diplomatique de notre président.

Nous pouvons tous nous accorder sur les faits, et les faits montrent sans ambiguïté que François Hollande est allé faire allégeance, il est allé

quémander, sans rien obtenir et en donnant beaucoup. C'est un aveu de faiblesse de la part d'un homme, d'une administration, d'un parti, au détriment du rang et des intérêts de la France et de son peuple.

Restez à l'écoute.

## **La production industrielle baisse plus que prévu en zone euro**

C'est une statistique qui est tombée aujourd'hui mais sur laquelle personne ne s'arrête trop longtemps !

« La baisse de la production d'énergie et de biens d'équipement a réduit la production industrielle davantage que prévu en décembre dans la zone euro, a annoncé Eurostat mercredi, soulignant la fragilité de la reprise économique de la zone euro.

La production industrielle a baissé de 0,7 % en décembre, après un recul de 1,6 % en novembre, au lieu d'un tassement de 0,3 % attendu par les analystes interrogés par Reuters.

La production d'énergie et de biens d'équipement a diminué de 2,1 %. »

Il faut bien comprendre que lorsque la production d'énergie baisse, c'est un signe catastrophique pour l'économie. Nous sommes en pleine déflation sur les salaires, sur la consommation, sur les PIB de la zone euro et sur les productions industrielles.

Mais comme les prix augmentent, Mario Draghi peut dire que nous ne sommes pas officiellement en déflation... Au sens de la définition, il a raison, mais en réalité la situation d'indéflation dans laquelle nous nous trouvons est bien pire qu'une situation déflationniste, car au moins là, les prix baissent et se réajustent à la baisse du pouvoir d'achat des ménages.

Or rien de tel actuellement, ce qui conduit inévitablement à une paupérisation massive des peuples européens qui sont menés par le bout du nez vers la misère la plus totale.

## **Les prix de l'or repartent à la hausse !**

Finalement, ce n'était sans doute pas la fin de la bulle sur l'or ! Il est très rare de voir un article des *Échos* positif sur le métal jaune et encore moins que je partage en grande partie leur analyse !



« Les Bourses sont moins vaillantes, les marchés émergents inquiètent, et l'or en profite. Après un plongeon de près de 30 % l'an dernier, sans précédent depuis 1981, les cours du métal précieux ont repris près de 7 % depuis le début de l'année. L'once d'or frôlait hier les 1 290 dollars à Londres, son niveau le plus élevé depuis près de trois mois.

Le marché a en outre les yeux rivés sur la Chine, qui a repris ses achats d'or physique de façon soutenue, après une semaine d'absence pour le Nouvel An. Ces derniers jours, les mouvements sur le Shanghai Gold Exchange ont été importants : lundi, il ne s'était pas traité un tel volume d'or depuis neuf mois.

L'an dernier, la Chine a amassé un record de 1 176 tonnes d'or, d'après les chiffres publiés lundi par la China Gold Association. C'est 41 % de plus qu'en 2012. Dans le détail : 717 tonnes de bijoux, 376 tonnes d'or investissement, 49 tonnes dans l'industrie et 35 tonnes de pièces et autres. Ces chiffres n'incluent probablement pas les achats réalisés par la Banque centrale chinoise, que les analystes suspectent d'être très active. »

Voilà quelques propos de cet article qui vont remettre du baume au cœur à tous les détenteurs d'or physique.

Encore une fois, la correction violente que nous avons vécue en 2013 ressemble à s'y méprendre à celle de 1976, et ce n'est qu'en 1981 que l'or baissera réellement et durablement après avoir tout de même été multiplié par 8 !

Néanmoins, nous ne sommes pas dans les années 80. Le chômage est très élevé, la croissance très faible, les dettes abyssales partout dans le monde occidental, la démographie particulièrement défavorable à l'économie, les matières premières se raréfient, l'énergie coûte de plus en plus cher, et les banques centrales continuent à imprimer des billets, bref, la situation est catastrophique et rien n'a changé depuis le début de cette crise.

Tôt ou tard, nous aurons un règlement monétaire de cette crise, et personne ne peut échapper à une crise monétaire, personne, sauf... les détenteurs d'or physique !

Haut les cœurs mes amis, l'or brille de nouveau de 1 000 feux, et je suis intimement persuadé que ce n'est pas fini !

## **Énorme : pour améliorer le PIB, nous allons prendre en compte le trafic de drogue et la prostitution !**

Comme il n'y a vraiment pas de croissance et que les dettes des pays européens explosent, nos grands mamamouchis n'ont rien trouvé de mieux que de réformer le calcul du PIB en prenant en compte, tenez-vous bien, le trafic de drogue et la prostitution dans leur PIB... Là, c'est sûr que la croissance va repartir...

Mais en revanche, j'ai une question : en interdisant la prostitution, la Belkassine vient de nous ôter une belle perspective de reprise économique.

## **Le taux de suicide aux USA n'a jamais été aussi haut !**

Philippe Béchade nous apprend que les suicides n'ont jamais été aussi nombreux aux USA alors que les analystes financiers ont le moral, puisque les indicateurs de confiance aux USA n'ont jamais été aussi hauts... C'est ce que l'on appelle un beau paradoxe, ou alors il y aurait un chiffre qui serait faux...

Évidemment, la confiance des ménages est forcément juste, on a dû se tromper sur le nombre de suicidés !

Charles SANNAT [Voir la vidéo de Philippe Béchade ici](#)

## **Les voies du Seigneur sont impénétrables mais pas la chambre de Viviane !**

C'est l'excellent *Telegraph* de Londres qui nous apprend que pendant que Viviane la vice-présidente de la commission dictatoriale de Bruxelles nous faisait part de son plus grand mépris à l'égard de l'avis des peuples de l'Union européenne, un petit malin de voleur faisait les poches de la dame et Viviane s'est fait dérober ses bijoux dans sa chambre d'hôtel.

Finalement, n'aurait-elle pas été punie par le petit Jésus ? Je ne pensais pas que la justice divine pouvait être aussi rapide, mais je dois vous avouer que j'ai tout de même beaucoup rigolé en lisant cet article... Évidemment, avec sa morgue habituelle de femme supérieure, la Viviane a clairement menacé le voleur... On ne l'arrêtera pas !

Désormais, au moins, Viviane a une véritable raison de détester les manants que nous sommes !!

Politique Friction du Mercredi 12 Février 2014:

## Le pouvoir est toujours celui de tracer des équivalences,... plus ou moins fausses

Par The Wolf le 12/02/2014 • Par Bruno Bertez

Nous avons, il y a quelques mois, produit un texte qui traitait de façon plutôt économique et monétaire de la question des « équivalences ». Nous soutenions que c'est une caractéristique de la domination des pouvoirs que d'imposer comme équivalentes des choses qui ne le sont pas.

- <http://leblogalupus.com/2012/12/03/ledito-du-lundi-3-decembre-2012-lor-horizon-des-monnaies-par-bruno-bertez/>
- <http://leblogalupus.com/2012/12/08/les-clefs-pour-comprendre-du-samedi-8-decembre-2012-la-convergence-a-a-voir-avec-lequivalence-par-bruno-bertez/>

En politique, l'équivalence reine, celle qui est organisatrice de nos sociétés, c'est l'égalité, un homme en vaut un autre. Une voix en vaut une autre, c'est en ce sens que les démocraties sont structurellement, par construction, égalitaristes. La dérive a consisté à faire glisser l'équivalence politique à tous les domaines. On a favorisé, par démagogie, l'envahissement de l'égalitarisme à toutes les sphères de la société.

L'égalitarisme dont il est question en ce moment, celui qui nie les différences entre les êtres humains et veut les réduire à un être abstrait universel, sans détermination aucune, est un pur projet politique d'inspiration fasciste. Il s'agit de réduire l'être humain, l'individu, à une partie de lui-même, la partie citoyenne. On fait éclater l'individu et on n'en retient qu'une partie. Notez bien, dans « leurs » raisonnements, on aboutit toujours au citoyen, c'est leur opérateur, leur unité de raisonnement, leur molécule constitutive du système qu'ils veulent imposer.

Pourquoi ne vouloir avoir en face de soi que des citoyens réduits à des abstractions? Citoyens pures pages vierges, programmes vides n'attendant que le chargement? Pour des raisons de transmission. Le problème majeur des Maîtres, c'est la transmission, ce concept est au centre de la crise, au centre des actions qu'« ils » entendent mener. Ils décident et, pour que cela marche, ils ont besoin de courroie de transmission, ils ont besoin de transmettre leurs ordres, leurs impulsions et que « cela » réagisse comme « ils » le souhaitent, comme le modèle qu'ils utilisent le prévoit. Il faut dans

ce contexte que vous abandonniez votre épaisseur, qui déforme leurs stimuli, qui les affaiblit, qui s'y oppose par le principe de l'action et de la réaction, il faut que le modèle gagne et que vous soyez vaincus, matés.

La volonté d'extension est fasciste car elle s'exerce par le biais de l'esprit de sacrifice: vous devez abandonner vos déterminations au profit, au nom d'un objectif, d'un idéal, dont eux, je dis bien eux, sont détenteurs. Du temps de Hitler, c'était le réarmement pour conquérir l'espace de l'Est et parler d'égal à égal avec l'hégémon, les Etats-Unis, maintenant c'est le sacrifice pour construire l'espace vital des pays du Nord de l'Europe dissimulés derrière le faux nez de l'Union Européenne. Car il est maintenant évident que ce que l'on construit, c'est une Europe hiérarchisée, colonisée, domptée, vidée de ses déterminations historiques méditerranéennes entre autres.

La réduction des individus à de purs esprits citoyens est un moyen, bien sûr, pas une fin pour aller dans cette direction. Ce n'est pas un choix, c'est le système aveugle, mais omniscient, de ce qui lui est bon, c'est le système qui y conduit inexorablement.

Le fameux « plus jamais cela », qui est le principe de base de la propagande Hitléro-Pays du nord et des Collaborateurs locaux, a été mis en place pour cela. On a joué sur un ressort, la peur, l'horreur de la guerre, pour dire aux gens implicitement bien sûr: vous devez cesser d'être ce que vous croyez que vous êtes, vous devez abandonner tout désir de spécificité et d'identité, c'est le maintien des identités qui est à l'origine de la guerre. Ce qui est faux, archi-faux. Les guerres mondiales n'ont absolument pas été des chocs de nationalismes, mais des chocs de recherche d'hégémonies dans le cadre d'une globalisation économique et financière voulue par les Maîtres. En particulier la guerre de 1914 s'explique mieux par la rivalité entre l'Allemagne de l'imbécile Guillaume II et la Grande-Bretagne pour l'hégémonie maritime et le contrôle des mers. Les Anglais, acteurs clefs, ont été motivés par le refus de ce défi. Nous vous conseillons de lire de bons ouvrages d'histoire, pas ceux de la République Française, sur la période 1850-1914.

*[En décembre dernier, l'historienne anglaise Margaret MacMillan a ouvert les feux de la commémoration 14-18 avec un article dans le New York Times qui pose parfaitement la trame dramatique de la discussion probable. Spécialiste de la Première Guerre mondiale,](#)*

*elle compare le début du XXe siècle et le début du XXIe. La globalisation qu'on connaît aujourd'hui? Elle était déjà un mouvement majeur d'alors, dit-elle. Les lieux les plus reculés du monde étaient reliés par les nouveaux moyens de transport et de communication, train, navigation à vapeur, téléphone, télégraphe électrique. L'industrie et le commerce étendaient partout leur champ d'activité. Loin de rapprocher les peuples, cette expansion économique suscitait des réactions de rejet, de repli identitaire qui attisait les tensions et augmentait les rivalités. «On se rassure faussement en croyant que des pays qui ont des McDonald's ne se battront plus les uns contre les autres», dit l'historienne.*

*L'extraordinaire croissance des relations économiques entre la Chine et les Etats-Unis, qu'elle compare avec celles de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne au début du XXe siècle, n'a pas levé les soupçons réciproques. Dans la compétition pour les marchés, la Chine est plus décidée que jamais à traduire sa force économique en puissance militaire. Cent ans plus tôt, c'est l'Allemagne impériale qui construisait une flotte sous-marine pour rattraper la puissance maritime britannique. Effrayée, la Grande-Bretagne la dénonçait. «Avant 1914, les grandes puissances parlaient de leur honneur. Aujourd'hui, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, parle de la crédibilité et du prestige des Etats-Unis. Est-ce que ce n'est pas du même ordre?» [Source: Le Temps](#)*

Les Maîtres essaient de nous vendre une « ragougnasse » philosophique sur l'universel avec la complicité de grands théoriciens marxistes comme Alain Badiou. Selon ces gens, le Projet de l'Humain, ce serait l'Universel. Et cela explique, bien sûr, les fins de déterminations nationales, raciales, culturelles, individuelles, sexuelles, etc. Allez voir le débat organisé par le Nouvel Obs, si mes souvenirs sont bons, débat entre Finkielkraut et Badiou.

Les marxistes en chambre comme Badiou ne se rendent pas compte qu'ils collaborent en fait au projet inverse, celui du maintien en place des Maîtres, kleptos et ploutos, mystifiés qu'ils sont par l'utilisation de l'abstrait et de l'universel comme bouclier, comme faux nez du maintien du désordre établi. Car l'égalité, l'universel, ce sont eux, les Maîtres, qui le gèrent, messieurs les soi-disant révolutionnaires. Ils le gèrent à leur profit et s'en servent pour faire

suer le burnous, extraire la plus fameuse plus-value grâce à l'arbitrage entre le singulier et le mondial, le local et le global, le concret et l'universel.

## Transition de la société : passer du rêve à la réalité

Benoit Thévard Jeudi 13 février 2014  
(article écrit en 2010 et toujours d'actualité)

Martin Luther King **rêvait** de voir naître, un jour, une société de liberté et d'égalité entre les Hommes. Faisant le constat des terribles discriminations entre les classes sociales, les origines, les couleurs de peau, il a exprimé son **profond désir de changement** pour l'amélioration des relations humaines.

*Il était bien ancré dans la dure réalité et souhaitait voir réaliser son rêve.*



**Qu'en est-il de ce monde** que l'humanité a forgé depuis le début de ce siècle ?

Les habitants des pays modernes et dits « développés » ont été les témoins et les acteurs d'**une irrésistible ascension** du confort, de la mobilité, de la consommation, de l'hygiène etc ... **Les acquis** matériels mais aussi sociaux **n'ont jamais cessé d'augmenter** au même rythme que la croissance économique, que la consommation des ressources et de l'énergie.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale et le début des 30 glorieuses, **les progrès techniques et sociaux ont été considérables** dans notre pays. Les machines (ou la main d'œuvre de certains pays) ont remplacé l'humain pour les tâches ingrates et répétitives, l'espérance de vie a progressé, les supermarchés sont pleins et ouvrent même le dimanche.

Notre société a été conçue sur **la base indispensable de ressources infinies**. **Beaucoup pensent encore** que la Terre pourrait nous fournir, sans limites, les moyens de permettre à tous l'accès au confort matériel, à la mobilité, à la santé, à la technologie, au système de retraite ou à la sécurité sociale.

*Nous sommes bien ancrés dans un rêve, souhaitons-nous revenir à la dure*

*réalité ?*



Le confort matériel et énergétique dont nous bénéficions est **fragile et superficiel**, il n'est possible qu'en présence d'inégalités planétaires sur lesquelles nous avons tendance à fermer les yeux.

**Victor Hugo** (1802-1885) disait ceci: *"Sans cesse le progrès, roue au double engrenage, fait marcher quelque chose en écrasant quelqu'un !"*

Tout cela aurait pu durer longtemps si la Terre, elle même, ne nous imposait pas ses **propres limites**. Dans ces circonstances, agir ne relève plus de l'**altruisme** et de la générosité, mais de la recherche de solutions pour répondre à **nos propres besoins**.

Face à cette situation, il y a trois catégories de personnes:

Tout d'abord **les gros dormeurs**, ceux qui n'ont aucune conscience des problèmes.

D'autres se sont réveillés et, prenant conscience de la réalité, ont préféré se rendormir afin de **rêver au plan B** que les puissants de ce monde garderaient secret jusqu'au dernier moment.

Les derniers sont bien **éveillés** depuis longtemps et se sentent **bien seuls** face aux difficultés qu'il faut surmonter sans l'aide de tout un peuple encore profondément endormi.

### **Le réveil par la sensibilisation**

Qui peut avoir envie de sortir volontairement d'un rêve merveilleux ? Il est décidément humain de se complaire dans une situation confortable et d'en profiter jusqu'au bout.

Faut-il en déduire que **nous ne ferons rien** tant que nous ne serons pas dans le mur ? C'est ce qui décourage beaucoup d'esprits éveillés.

Voici donc le premier défi que nous avons à relever : **expliquer, démontrer, argumenter, prouver !**

Pour les endormis de toujours, il faut les **réveiller doucement** en expliquant la situation, c'est-à-dire que la quantité d'énergie disponible va inévitablement diminuer, que cela rendra inopérants de nombreux piliers de notre système et qu'il est donc préférable de ne pas attendre **l'horrible sonnerie du réveil pour passer à l'action !**

Pour ceux qui ont décidé de mettre la tête sous l'oreiller et de se rendormir, il s'agit de démontrer que le « très confidentiel plan B » gardé bien au chaud par les puissants de ce monde ne peut pas exister car **en termes d'énergie, il est vain d'attendre un miracle.**

Cette sensibilisation passe nécessairement par des sites internet, des vidéos, des conférences, des débats, des livres, des tribunes, **tout ce qui permet de faire passer des messages** au plus grand nombre.

### L'action

**Alerter la population sur les problématiques de l'avenir ne peut suffire.**

Par exemple, certains films perçus comme moralisateurs laissent le spectateur face à sa propre culpabilité sans lui donner les moyens d'engager un réel changement dans sa vie et de passer à l'action.

Il est donc **fondamental d'accompagner le réveil**, et donc la prise de conscience du problème, par des outils que chacun pourra s'approprier. D'ailleurs, qui n'a jamais entendu dire : *« j'ai bien compris la situation et j'aimerais pouvoir faire quelque chose ... mais quoi ? »*

Les initiatives telles que le tri des déchets, le recyclage, l'utilisation d'appareils plus efficaces, les petites économies d'eau et d'électricité quotidiennes dans les logements sont autant d'idées qui sont maintenant admises par tous (admises mais pas forcément mises en œuvre !).

**Pourtant, cela ne suffira pas.** Nous avons atteint les limites de l'action individuelle dans un système globalisé, il est temps de rechercher et de mettre en application **des solutions collectives et adaptées aux configurations locales.**

### Des solutions locales pour un désordre global

Je reprends volontairement le titre du film de Coline Serreau car je le trouve parfaitement adapté à la situation. Face aux problématiques du pic pétrolier et des changements climatiques, **les solutions globales n'émergent pas.** Il est



trop complexe de trouver des solutions applicables à tous, quelles que soient les situations économiques, alimentaires, climatiques, sanitaires ou énergétiques.

La dernière tentative globale de résolution des problèmes alimentaires des pays en voie de développement a été la révolution verte. **Le résultat est catastrophique**, il ne génère que dépendances, pollutions, inégalités et exploitation des plus faibles par les plus puissants.

En revanche, ceux qui ont osé mettre en œuvre **des solutions différentes, en fonction de leurs besoins et de leurs ressources locales** ont réussi à mettre en place un système durable, sain et souvent très efficace.

C'est pourquoi **le rassemblement des communautés locales dans un projet commun** de réorganisation des échanges semble **indispensable et inévitable**. La solution serait donc là, sous nos yeux.

### Objectif Résilience

Si vous êtes bien réveillés (pincez-vous pour vérifier !) alors il est temps de passer à l'action. **N'attendez pas plus longtemps** pour réveiller vos voisins, votre famille, vos amis. Communiquez au sein de votre quartier ou de votre village et unissez les forces vives pour **réveiller tout le monde**.



**Des milliers d'idées peuvent naître de l'émulation collective** et je vais citer cette phrase dont je ne retrouve pas l'auteur :

*« Le métier de l'habitant c'est d'habiter. Il est donc l'expert de ses propres conditions de vie, c'est pourquoi il doit absolument participer à la décision même s'il n'est pas le décideur final. »*

La résilience locale est un but à atteindre pour tous, individuellement et collectivement.

Il est donc indispensable que chacun puisse s'approprier cette notion, évaluer ses vulnérabilités et celles de la communauté, et chercher ainsi les meilleurs

outils pour qu'**ensemble nous devenions résilients** et que nous soyons prêts à envisager l'avenir avec plus de sérénité.

### **Retournement de situation**

Vous le savez bien, le rêve que j'ai décrit plus haut n'est **pas si parfait**. En effet, le confort matériel dont nous bénéficions n'efface pas tous les maux de notre société (solitude, inégalités, exclusion, stress, pauvreté, gaspillage ...).

A l'inverse, ce que je viens de décrire comme "la dure réalité" pourrait devenir au contraire une formidable opportunité pour mettre en place une **organisation résiliente, collective, durable et solidaire**.

**Et si nous rendions la réalité plus belle que le rêve ?**

**Encore faut-il se réveiller à temps ...**

### **Nouvelle donne européenne :**

## **À LA RECHERCHE D'UNE STABILISATION**

13 février 2014 *par* François Leclerc

Comment comprendre que *les marchés* soient restés imperturbables ou presque à l'annonce du sévère jugement de la Cour constitutionnelle allemande à propos de l'OMT de la BCE ? Si l'existence de ce programme correspondait à un bluff sur le mode « retenez-moi, sinon j'y vais ! », sa mise en cause n'aurait-elle pas dû occasionner plus que de simples sourcils levés en guise de circonspection ?

Une des raisons de cette réaction limitée pourrait être que la BCE s'apprêterait à lancer un autre programme afin de lutter contre une désinflation trop prononcée, bien que Mario Draghi ne cesse de proclamer qu'il n'y a pas de danger de déflation pour tromper son monde avant de frapper un nouveau grand coup. Benoit Cœuré, de la BCE, évoque la possibilité de taux négatifs (au prétexte d'aider la relance du crédit aux entreprises, cela aiderait les banques à renforcer leurs fonds propres), mais l'arme des taux est émoussée. Il pourrait aussi être question de battre monnaie, sans nécessairement acheter des titres souverains, ou à défaut de lancer un nouveau programme de prêts aux banques flirtant avec la création monétaire, comme celui qui arrive à sa fin et qu'il va falloir d'une manière ou d'une autre renouveler. Dans cette attente, l'incertitude profite à la BCE mais

ne règle rien. *Les marchés* pourront-ils rester longtemps dans l'expectative, après avoir manifesté leur déception à la suite de la dernière réunion du Conseil des gouverneurs de la BCE, qui n'a rien entrepris ?

Ils pourraient bien avoir une autre raison de rester sereins, satisfaits de constater que si la Troïka semble avoir fait son temps dans sa configuration actuelle, la politique qu'elle a mise en œuvre est désormais bien ancrée dans les mœurs politiques. Cette instance de circonstance joue désormais le rôle de repoussoir, et les gouvernements sont prêts à quelques inflexions près à suivre ses exigences même si elle devait s'effacer. Notamment en matière de réformes structurelles, qui sont dans certains cas déjà bien avancées et sur lesquelles l'accent est désormais mis. En fin de compte, *les marchés* ne peuvent-ils pas s'accommoder d'une situation où domine le triptyque désinflation-pression récessive-chômage structurel, s'il est possible de la stabiliser. Une nouvelle crise de la dette et de l'euro serait donc contraire à leur intérêt et l'essentiel réside dans la poursuite de la protection du système bancaire, dont la grande préoccupation est de renouer avec une rentabilité sur fonds propres (ROE) et un bénéfice net par action à deux chiffres (hors bénéfices exceptionnels) : tout est fait pour attirer les investisseurs et satisfaire à moindre coût et a minima aux exigences réglementaires, à commencer par la réduction des effectifs.

Le retour sur le marché obligataire des États assistés s'engage vaille que vaille, imposant à ceux-ci des taux encore très élevés et les laissant sous la menace d'une hausse s'ils ne continuent pas à venir à résipiscence. Dans cette optique, le poids élevé du service de la dette va contrarier les efforts de réduction du déficit et impliquer la poursuite de la politique d'austérité ainsi que la réduction de voilure de l'État. L'ennui de cette politique est qu'elle mène tout droit à la *japonisation* de l'Europe, ce qui expliquerait l'imminence d'une nouvelle intervention de la BCE.

## **La séparation des activités bancaires :**

### **Barnier-Noyer = 0-0**

12 février 2014 *par* François Leclerc

La confusion bat son plein à propos du projet de séparation des activités bancaires de la Commission européenne, alimentée cette fois-ci par la tribune

dans Le Monde de Christian Noyer daté de jeudi, le gouverneur de la Banque de France, qui réitère son opposition à celle-ci, et par Michel Barnier qui la défend dans une autre tribune parue dans Les Échos du même jour, sous le titre « Rétablir les faits » (comme s'ils étaient déformés). Le premier lève comme à l'accoutumée l'étendard de la *banque universelle*, cher notamment aux banques françaises, et fait valoir que les modalités du projet mettraient en danger le financement des entreprises. Michel Barnier rétorque qu'en interdisant les activités les plus risquées, l'objectif est au contraire d'inviter les banques à se consacrer au financement de l'économie.

Christian Noyer a beau jeu de faire remarquer que « la finance forme un tout », que l'on ne peut scinder, et que les plus grands sinistres bancaires sont venus de banques d'affaires, pour faire valoir que les banques universelles ont mieux résisté au choc, justifiant ainsi que c'est « une illusion » de renforcer la sécurité par la séparation de leurs activités. La vivacité de la réaction du gouverneur de la Banque de France s'expliquerait-elle toutefois par la faiblesse dissimulée des banques françaises, qui auraient à tout prix besoin du matelas financier procuré par les dépôts (par ailleurs garantis jusqu'à 100.000 euros par l'État) ?

Michel Barnier fait de son côté remarquer que les banques ne seraient pas scindées dans son projet, mais leurs activités uniquement filialisées quand celles-ci seraient considérées dangereuses par la BCE, car dépassant des seuils de risque donnés. Cela pourrait être le cas de la tenue de marché, des transactions de produits dérivés complexes et de la titrisation. Pour mémoire, le rapport Liikanen commandé par la Commission avait pointé le niveau anormalement élevé des activités de tenue de marché, en tirant comme conclusion que certaines relevaient de la spéculation. On comprend sur quoi porte effectivement le débat.

La complexité de la réforme illustre la difficulté de définir des règles de séparation des activités, si l'on n'adopte pas des positions tranchées, les exemples de lois occupant des volumes entiers ne manquant pas ! En réalité, aucun des deux protagonistes n'aborde l'unique question qui vaut : si des produits sont dangereux, pourquoi tout simplement ne pas les prohiber au lieu de chercher à en évacuer le risque on ne sait où ? Qu'apportent-ils et à qui ? Dans sa tribune, Christian Noyer pose d'ailleurs une excellente question : « quelles sont les opérations utiles ou pas à l'économie réelle ? », mais il la

laisse sans réponse, considérant implicitement qu'elles sont toutes dans ce cas !

Toutes les versions des tentatives de séparer le bon grain de l'ivraie afin de renforcer la résistance des banques éludent cette question, les condamnant à être inopérantes. De la même manière que les mesures anti-systémiques ne peuvent combattre un risque désormais profondément ancré dans la nature même du système financier. Quand les mesures de régulation ne sont pas contournées, leur application crée des problèmes qui sont éludés. Le passage obligé des produits dérivés *standard* (c'est à dire que l'on peut compenser) dans des chambres de compensation concentre le risque dans celles-ci. L'obligation de déclaration de tout nouveau produit dérivé voulue par la directive européenne Emir, qui entre en vigueur le 12 février, va ensevelir sous des montagnes de données les régulateurs, par exemple l'Autorité des marchés financiers française (AMF) qui reconnaît ne pas avoir les moyens de les traiter, dans un pays où les banques sont particulièrement actives sur ce marché...

## L'euro : trop cher pour la France et menacé par les juges allemands de Karlsruhe

Laurent Pinsolle jeudi 13 février 2014

Il y a quelques jours, le débat avait repris avec le dossier de Marianne, qui donnait la parole aux opposants à la monnaie unique. Il rebondit depuis une semaine avec la critique de Montebourg, l'étude du CAE sur sa dévaluation, l'étude sur la sortie des Pays-Bas et le jugement de la cour de Karlsruhe.



**L'euro cher, une calamité pour l'industrie**

Déjà, la politique de franc cher des socialistes au début des années 1990 avait envoyé un million de français au chômage. Il y a six ans, [l'euro cher avait plongé les économies européennes dans une récession avant la crise des subprimes](#). Aujourd'hui, à 1,36 dollars l'euro, les industriels français tirent la langue, [comme Thales qui a annoncé un plan de compétitivité pour y répondre](#) : à 1,25 dollars, cela va, mais le cours actuel annule l'effort du CICE, [comme le rappelle même Arnaud Montebourg](#). En fait, il y a 6 ans, Airbus avait été contraint d'acheter plus de pièces détachées aux Etats-Unis pour rester compétitif par rapport à Boeing, [comme l'avait dénoncé Louis Gallois, quand il était le patron de l'avionneur européen](#).

C'est ce qui a poussé le ministre du redressement productif à demander à ouvrir « [une bataille politique pour faire baisser l'euro](#) ». Si le constat n'est pas faux (notamment quand il dit que « *nous sommes victimes d'une guerre des changes à laquelle nous sommes les seuls à ne pas réagir* »), il est illusoire. La France n'a pas de moyen pour changer quoique ce soit à la gestion de la monnaie unique. Pire, il n'est pas le seul dirigeant à demander cela : [Nicolas Sarkozy l'avait fait en vain lui-aussi...](#) Mieux, [une étude du CAE pour Matignon indique qu'une baisse de 10% de l'euro ferait progresser le PIB de 0,6% en un an et 1% en deux ans](#). Le moyen de clouer le bec à ceux qui caricaturent l'effet des dévaluations.

## **Quand la zone mark se rebelle**

*Capital Economics*, un groupe de recherche respecté en Grande-Bretagne, qui avait gagné en 2012 le prix Wolfson pour le meilleur [plan de démontage ordonné de l'euro](#), a publié [une étude de 164 pages sur l'impact d'une sortie des Pays-Bas \(Nexit\)](#). Les conclusions sont formelles, à mille lieues des prévisions délirantes des ayatollahs de l'euro : [le PIB serait 10% plus élevé en 2024 et 13% plus haut en 2035](#). Voici une nouvelle pierre dans le jardin d'une Union Européenne de moins en moins populaire dans ce pays très endetté qui vit mal l'éclatement de sa bulle immobilière et est donc enclin à chercher une issue au marasme économique dans lequel il est plongé, tout en contribuant aux fonds européens...

Dernier événement : [le jugement mi-figue, mi-raisin, de la cour de Karlsruhe sur le programme de rachat d'obligations souveraines de la BCE](#). Certes, elle demande l'avis de la Cour de Justice Européenne, [faisant conclure un peu rapidement à Arnaud Leparmentier du Monde, que l'Allemagne se soumet à l'UE](#). [Dans un papier autrement plus robuste dans la Tribune](#), Romaric Godin, soutient inverse puisqu'il note que la cour de Karlsruhe juge le programme non conforme aux traités, mais demande l'avis des juges européens tout en se réservant le droit de les censurer. C'est aussi l'avis du *Spiegel*, du *Telegraph* et de [Magali Pernin](#). La foi européenne de certains journalistes leur fait perdre tout sens critique.

Le jugement de la Cour de Karlsruhe préserve les formes pour la BCE, [au point de tromper les journalistes eurolâtres un peu superficiels](#). Mais sur le fond, ce sont les fondations mêmes de la monnaie unique qui vacillent, dans tous les pays. Dire qu'il en suffit d'un seul pour que le château de carte s'effondre...

## [\*\*Progrès et modernité : dernières cartouches avant la faillite\*\*](#)

**Aux infos du Nain jeudi 13 février 2014**

Hier au JT, il y avait un reportage sur l'Irlande, ou l'Ecosse, où ils expliquaient que l'extraction du gaz affaiblissait le sol, le faisait baisser, et provoquait des mini tremblements de terre. Ces tremblements de terre détruisant petit à petit le capital immobilier.

Folie d'un système qui pour gratter 3 ans de gaz ou de pétrole de plus à mettre dans les bagnoles, en arrive à brûler ses meubles...

Idem pour la fracturation hydraulique, qu'on nous présente comme une révolution énergétique. Pourtant, cette technique est [connue depuis 1980, voire 1947](#).

Cette exploitation des gaz de schistes consiste à dégrader définitivement des territoires entiers (nappes phréatiques, stabilité du sol), pour gagner quelques

mois, au mieux années, de gaz supplémentaire.

La religion du progrès et de la modernité s'effondre. Elle s'effondre comme toutes les autres religions avant elle, sur le mur de la seule vraie Loi qui s'impose à tous : celle du Réel, de la Nature, de la Physique.

Le coût du maintien du status quo est exponentiel. Chaque mois, chaque année de survie du Grand Rien babelien coûtant de plus en plus cher socialement, politiquement, environnementalement, économiquement.

Dit autrement, il faut brûler de plus en plus de meubles juste pour maintenir la température du feu. Et ils arrivent à court de meubles.

Fin de règne...

## **Chaos politique mondial, « smog » statistique, risque d'explosion de la planète finance... mais les solutions d'avenir continuent à émerger**

- Communiqué public GEAB N°81 (15 janvier 2014) -



Les historiens, qui ont l'habitude de considérer que le XIXème siècle s'étend de 1815 (Waterloo) à 1914 (première guerre mondiale), définiront certainement le XXème siècle par la période 1914-2014, terminant par l'année où l'ancien système se meurt tandis que le nouveau émerge. En cette nouvelle année 2014, bienvenue donc dans le XXIème siècle !

Nous avons placé 2013 sous le signe des « premiers pas dans un monde d'après en plein chaos » (1). Une année qui fut en effet l'an zéro de ce nouveau siècle et au terme de laquelle les solutions émergent de toute part. En ce début 2014, tous les projecteurs sont désormais braqués sur la zone euro, la Chine, la Russie, les BRICS où des outils destinés à façonner le « monde-d'après » sont conçus à une rapidité incroyable : le « monde



d'avant » passe la main au « monde d'après ».

Néanmoins le risque permanent subsiste d'une explosion par surchauffe de la planète finance entraînée par les incroyables déséquilibres américains... non-résolus ou si peu. Et la période charnière actuelle, certes porteuse d'espoir, n'en reste pas moins éminemment dangereuse. L'un des dangers réside dans le « smog » (2) statistique qui caractérisera probablement l'année : d'une part, les indicateurs économiques et financiers américains ont perdu tout sens à force d'être manipulés afin de cacher la réalité catastrophique ; et de l'autre, les outils de transparence statistique du monde émergent ne sont pas encore suffisamment fiables pour éclairer correctement la réalité. Effondrement de visibilité en cours depuis plusieurs années d'un côté, début d'organisation de la transparence dont l'économie mondiale a besoin pour planifier ses stratégies de l'autre, en 2014, nous sommes au creux de la vague de compréhensibilité statistique. Et cela ne sera pas sans conséquences.

*Plan de l'article complet :*

1. « SMOG » STATISTIQUE

2. REMONTÉE DES TAUX ET CHUTE DE L'IMMOBILIER AUX ÉTATS-UNIS

3. FIN DE L'EUPHORIE SUR LES BOURSES ?

4. CHAOS POLITIQUE

5. 2014, DÉBUT VISIBLE DE LA FIN DE L'ÈRE PÉTROLE

6. LES SOLUTIONS SONT EN MARCHÉ

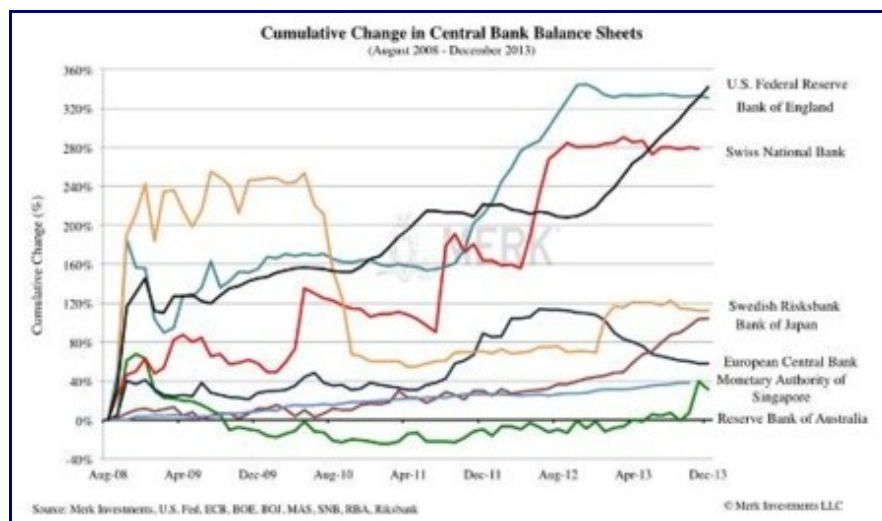
*Nous présentons dans ce communiqué public les parties 1 et 2.*

## **« SMOG » STATISTIQUE**

La période actuelle est particulièrement difficile à analyser. Les expériences d'injection de liquidités des banques centrales n'ont guère d'équivalent historique et agissent insidieusement comme de la morphine ; les bourses évoluent inversement proportionnellement à la santé économique des pays ; la finance et les produits dérivés sont hors de tout contrôle ; l'Occident et particulièrement les États-Unis tentent de cacher leur situation catastrophique grâce à des indicateurs qui ne veulent plus rien dire à l'instar des chiffres du chômage... Nous avons déjà analysé en profondeur ce « brouillard

statistique » au GEAB n°73 : les boussoles de l'ancien monde sont cassées.

Les marchés nourris au biberon de la Fed et ne voulant pas abandonner le paradigme dollar tant qu'il existe le moindre sang à sucer, sont largement responsables de cet aveuglement. Or de même que la grenouille dans l'eau qui chauffe ne sent la température monter que lorsqu'il est trop tard, avoir cassé le thermomètre est certes pratique pour faire illusion mais relève d'une tendance suicidaire : si la sortie est déjà difficile à trouver en plein jour, dans le noir cela devient impossible. Nous l'avons déjà dit, la zone euro a eu la chance d'être en pleine lumière pendant plusieurs années grâce à la « crise de l'euro » et ne camoufle pas ses difficultés sous un tombereau de liquidités (3), chance dont ne profitent pas les États-Unis qui se dirigent les yeux bandés vers le précipice comme nous le verrons.



Évolution du bilan des grandes banques centrales depuis août 2008, en pourcents. Source : Merk Investments

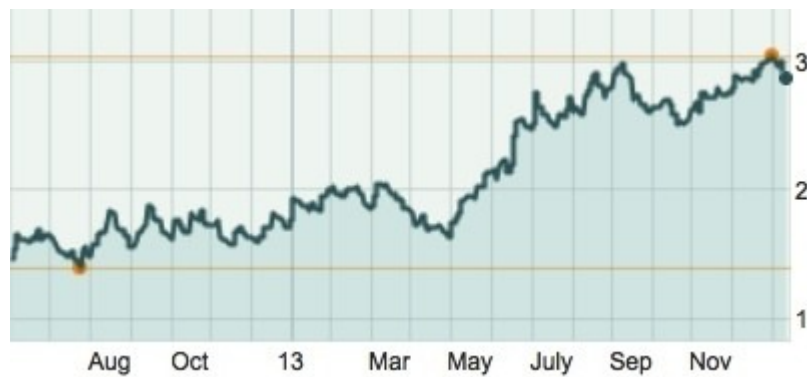
Dans la période actuelle, un œil est donc aveugle. L'autre n'est malheureusement pas encore voyant. La partie du monde qui a émergé, les BRICS notamment et la Chine en particulier, se mettez seulement à construire un appareil statistique adapté à leurs ambitions internationales. Sans compter que certaines addictions occidentales ont été adoptées par ces pays, comme le recours à l'endettement et à une finance dérégulée, ce qui fait courir de nouveaux dangers. Ainsi la Chine commence-t-elle à se préoccuper de l'endettement de ses administrations locales, de ses « véhicules de financement des gouvernements locaux » (4) et de sa « finance de l'ombre »

(« shadow banking ») dont tout le monde ignorait l'ampleur à défaut de statistiques fiables (5). Ce shadow banking est à la fois indispensable pour financer l'activité des petites entreprises et collectivités locales, et pour l'instant incontrôlable... D'où les bouchées doubles mises par Pékin pour y voir clair et parvenir à réguler ce secteur, comme en témoignent le travail statistique récent mené à ce sujet par le Bureau national d'audit, ou la plus grande transparence demandée aux établissements bancaires chinois, ou encore par exemple l'interdiction pour cinq ans aux collectivités locales de construire de nouveaux bâtiments institutionnels sur des financements « de l'ombre » (6). Mais malgré ces efforts de transparence qui porteront rapidement leurs fruits, car la situation internationale nécessite d'y voir clair, quelques années encore sont nécessaires pour avoir un appareil statistique fiable dans ces pays. Sans compter que le gouvernement chinois a encore besoin de zones d'ombres pendant quelques temps : on ne peut pas faire la lumière sans avoir fait le ménage au préalable !

C'est donc avec une grande prudence que les dirigeants doivent avancer sur un chemin semé d'embûches le long duquel l'absence d'indicateurs fiables empêche d'apprécier correctement la situation. Toute anticipation/prévision/planification est bien sûr d'autant plus difficile. Néanmoins, si les pays émergents sont sur des dynamiques extrêmement puissantes qui leur autorisent certains écarts, les faux-pas peuvent entraîner des conséquences dramatiques pour les autres. C'est pourquoi la Fed mène un travail d'équilibriste remarquable et ce funambule a été assez doué jusqu'à présent pour maintenir le pays sur le fil... tant qu'il existe encore un fil.

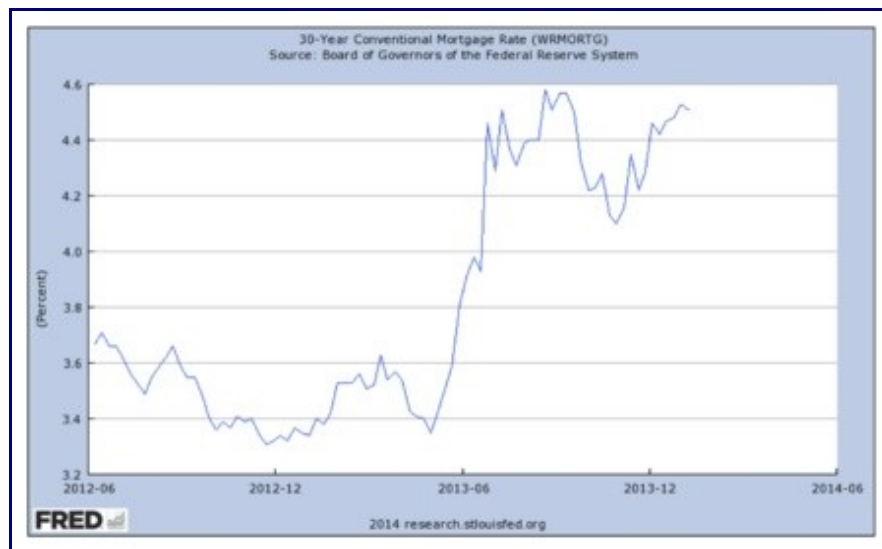
## **REMONTÉE DES TAUX ET CHUTE DE L'IMMOBILIER AUX ÉTATS-UNIS**

En attendant, le siècle finissant continue sa lente agonie. Malgré toutes les actions de la Fed, malgré son immense programme d'assouplissement quantitatif, les taux d'intérêt des obligations américaines remontent inexorablement. Nous en détaillons les raisons à la partie Telescope et montrons que cette tendance va se poursuivre en 2014.



Taux d'intérêt (en %) des bons du trésor US à 10 ans, juin 2012-janvier 2014.  
Source : MarketWatch

Or une augmentation d'un point de pourcentage sur le taux à 10 ans (de 3 à 4%) signifie une augmentation progressive des intérêts annuels à payer sur la dette publique de l'ordre de 100 à 150 milliards de dollars (7), soit près de 1% de déficit public à compenser alors que la Fed a commencé à diminuer son programme de rachat d'obligations. Mais ce n'est pas le plus douloureux. Le graphique suivant signale quelque chose de beaucoup plus dangereux.



Taux des crédits immobiliers sur 30 ans, 2012-2013. Source : FRED.

La poursuite de l'augmentation des taux des obligations américaines provoque en effet une augmentation similaire dans les taux d'emprunt des particuliers. En 2012, les prêts immobiliers sur 30 ans étaient à environ 3,5% ; maintenant ils sont à environ 4,5% ; un point de plus les ferait donc

arriver à 5,5%. Or à 3,5% un ménage peut emprunter 400 000\$ avec des mensualités de 1800\$, tandis qu'à 5,5% il ne peut plus emprunter que 317 000\$ avec les mêmes mensualités : il faudrait donc environ 20% de baisse des prix immobiliers (!) pour garder un pouvoir d'achat constant... On l'a déjà vu au GEAB n°80, l'inquiétude commence à être palpable à ce sujet (8) et 2014 verra une baisse significative des prix du marché immobilier américain comme nous le développons à la partie Télescope. Or toute la finance immobilière fonctionne uniquement sous l'hypothèse de prix croissants (on l'a vu en 2007-2008) ; de plus, nombre de crédits à la consommation des américains sont gagés sur leur maison et une faiblesse du marché immobilier se propage donc à l'ensemble de l'économie. C'est bien la mauvaise nouvelle de ce début d'année.

## **Crise évitée à Washington sur le plafond de la dette, jusqu'à 2015**

**LesAffaires.com Publié le 12/02/2014**

C'est officiel, le Congrès ne provoquera pas de défaut de paiement des Etats-Unis cette année. Il a autorisé le gouvernement à emprunter sans limite jusqu'à mars 2015, un dénouement expéditif dans un dossier qui enflamme Washington depuis trois ans.

Les votes de la Chambre des représentants, mardi, puis du Sénat mercredi, marquent une victoire politique pour Barack Obama, qui espère que les futures échéances de la dette ne seront plus l'occasion d'un bras de fer --d'un chantage, disent les démocrates-- entre le président et son opposition parlementaire.

"Ce qu'il fallait faire a été fait", a déclaré le sénateur républicain Bob Corker, opposé à l'augmentation sans condition de la limite de la dette, mais qui a refusé de participer à une tentative d'obstruction. "Au final, il n'y avait pas d'autre solution", a-t-il expliqué. "On pouvait créer le chaos dans ce pays pendant deux semaines, ou mettre ce vote derrière nous".

Techniquement, le Congrès a décidé que le plafond de la dette ne s'appliquerait plus jusqu'au 15 mars 2015. Le Trésor pourra donc emprunter à volonté et dépasser la limite légale de la dette, actuellement de 17.211 milliards de dollars, jusqu'à cette date-là. Le 16 mars 2015, le plafond sera

réactivé au niveau d'endettement alors atteint. C'est ce qu'il s'est passé entre octobre dernier et février: la limite de la dette a été rehaussée de 3% environ.

Il n'aura fallu que 48 heures pour classer l'affaire, après une capitulation surprise mardi de John Boehner, le président de la Chambre. Lui qui avait dès son accession au perchoir en 2011 cherché à utiliser les échéances du plafond de la dette au profit des républicains, a renoncé à une confrontation vaine avec la Maison Blanche. Il a laissé adopter le texte mardi à la Chambre principalement par les démocrates; près de 90% de ses troupes ont voté contre.

### **Défaite du Tea Party**

La tactique du bras de fer avait permis au camp conservateur d'obtenir des réductions majeures des dépenses publiques à l'été 2011, mais au prix d'un ébranlement de la confiance des marchés financiers et de la dégradation de la note de crédit américaine par Standard and Poor's.

Depuis, Barack Obama avait juré de ne plus négocier sur le plafond de la dette, et il n'a pas vacillé. Après deux semaines d'un épuisant dialogue de sourds en octobre, les républicains avaient échoué à imposer leurs conditions. Leur image avait souffert.

L'épilogue de mercredi illustre l'influence déclinante des ultra-conservateurs et du Tea Party, catégoriquement hostiles à tout relèvement du plafond sans mesures de réduction du déficit. L'heure, selon les chefs de file républicains, est désormais à l'opposition constructive, pas à l'obstruction, un credo qui s'est concrétisé en décembre par l'adoption consensuelle des budgets 2014 et 2015.

La limite de la dette est jugée comme une anomalie politique par beaucoup: initialement conçue comme un moyen de surveiller les dépenses du Trésor, elle n'a jamais empêché le creusement du déficit public et l'augmentation mécanique de la dette, car le Congrès part du principe que le plafond s'adapte in fine aux budgets qu'il vote, et non l'inverse.

Mais sans autorisation d'emprunter, les Etats-Unis auraient pu faire défaut pour la première fois sur certaines de leurs obligations, déstabilisant l'économie mondiale. Les intérêts sur les bons du Trésor, les contrats publics, les pensions de retraite, les dépenses de santé auraient pu ne plus être payés à temps, même si le Trésor s'est toujours refusé à expliquer s'il donnerait la

priorité à certains créanciers.

Un défaut "serait extrêmement destructif du point de vue de notre économie, de nos marchés financiers, des marchés financiers mondiaux", avait prévenu Janet Yellen mardi, la nouvelle présidente de la Banque centrale américaine.

## **Les pays émergents n'ont pas dit leur dernier mot**

11/02/2014 | [Kenneth Rogoff](#) | [Les Echos](#)

**LE CERCLE.** par **Kenneth Rogoff** - **Les secousses qui affectent les pays émergents sont le fait d'un retour à meilleure fortune des économies occidentales. Elles proviennent aussi de la situation politique dégradée de certains d'entre eux. Mais ils peuvent réagir.**

CAMBRIDGE – Dans la plupart des pays, on assiste à un recalibrage résultant de l'incorporation par les investisseurs des risques induits par une croissance plus lente du PIB chinois, par un resserrement plus rapide des conditions monétaires envisagé par la Réserve Fédérale américaine, et par le rétropédalage politique à l'œuvre dans de nombreux pays, et qui pourrait entraver le potentiel de croissance. Dans le même temps, la basculement massif de l'Europe vers un excédent commercial (un facteur clé derrière la stabilité retrouvée de la région) et la dépréciation massive du yen japonais sont parmi la myriade des facteurs qui écrasent les pays cherchant à réduire les déficits de compte courant.

On entend encore comme si c'était hier les analystes de Goldman Sachs célébrer la croissance miracle des « BRICS » (Brésil, Russie, Inde, Chine, et Afrique du Sud) et le Fond Monétaire International dans ses perspectives économiques mondiales d'avril 2013 ([World Economic Outlook](#)), prévoir une reprise globale à trois vitesses menée par les marchés émergents.

Que s'est-il passé ? Le coupable le plus évident est la Fed, qui a commencé à réduire sa très expérimentale politique de « facilités quantitatives », ou ses achats d'actifs à long terme destinés à soutenir la croissance au-delà de ce qui pourrait être réalisé avec des taux directeurs à zéro. Mais le rôle de la Fed est presque certainement exagéré.

D'une part, la retraite de la Fed reflète partiellement un regain de confiance dans l'économie américaine, qui devrait se traduire par un marché

d'exportation plus fort pour la plupart des économies émergentes. En outre, le modeste resserrement de la Fed coïncide avec une tendance d'assouplissement de la politique monétaire dans la zone euro et au Japon ; donc, dans l'ensemble, la politique monétaire des pays avancés demeure très accommodante.

L'incertitude concernant la croissance de la Chine est plus fondamentale. Pendant plus d'une décennie, l'impressionnante croissance de la Chine a entraîné un remarquable boom des prix qui a séduit les responsables politiques des marchés émergents exportateurs de matières premières, de la Russie à l'Argentine. Souvenons-nous comment les Argentins ont été en mesure de faire un pied de nez au « consensus de Washington » en faveur des marchés pour favoriser un « consensus de Buenos Aires » interventionniste.

Mais la situation n'est plus tout à fait la même aujourd'hui. La croissance de la Chine est une question ouverte, alors que ses nouveaux dirigeants tentent de réduire le boom insoutenable alimenté par le crédit. Jusqu'à récemment, les marchés globaux ne semblaient pas même pouvoir envisager la possibilité d'une récession de la croissance. Il est certain que si la croissance de la Chine devait ralentir, les problèmes actuels des marchés émergents ne seraient qu'un simple hoquet comparé au tremblement de terre qui s'en suivrait.

Mais il y a d'autres fondamentaux notables à considérer, même si leurs conséquences sont moindres. La révolution des gaz de schiste aux Etats-Unis modifie l'équation énergétique globale. Les exportateurs d'énergie comme la Russie ressentent la pression baissière sur les prix à l'exportation. Dans le même temps, une énergie extrêmement bon marché aux Etats-Unis affecte la compétitivité des usines asiatiques, du moins en ce qui concerne certains produits. Et alors même que le Mexique réforme son secteur énergétique, différents types de pressions sur les usines asiatiques se renforceront; le Mexique tire déjà parti des pressions liées aux coûts en Chine.

La politique économique du Japon (abonomics) a aussi son importance pour certains pays, dans la mesure où la dépréciation majeure de la valeur du yen fait pression sur la Corée en particulier, et sur les concurrents asiatiques du Japon en général. A long terme, une résurgence japonaise serait, bien sûr, bénéfique pour les économies de la région.

La stabilité dans la zone euro a peut-être été le seul facteur positif important pour expliquer la confiance des marchés au cours de l'année écoulée. Mais



dans la mesure où les pays de la périphérie retrouvent un équilibre de leur balance commerciale et que les pays du nord, comme l'Allemagne, connaissent des excédents massifs, le revers de la médaille est une détérioration des excédents dans les marchés émergents, et donc une plus forte vulnérabilité.

Mais c'est un rétropédalage politique et stratégique qui est cependant au cœur des problèmes des marchés émergents. En la matière, il existe des différences significatives entre les différents pays. Au Brésil, ce sont les efforts du gouvernement pour affaiblir l'indépendance de la banque centrale et intervenir sur les marchés de l'énergie et du crédit qui ont nuit à la croissance.

La Turquie voit ses institutions démocratiques sérieusement menacées, et son gouvernement inflige des pressions sur sa banque centrale. L'incapacité de la Russie à développer des institutions indépendantes fortes n'a pas permis l'émergence d'une classe d'entrepreneurs qui auraient contribué à diversifier l'économie.

En Inde, l'indépendance de la banque centrale reste raisonnablement forte, et la Reserve Bank of India réfléchit désormais à un régime de ciblage de l'inflation. Mais une longue période de politiques populistes a affaibli la croissance et exacerbé l'inflation.

Néanmoins, certains marchés émergents vont de l'avant et pourraient tirer bénéfice de ces bouleversements s'ils sont en mesure de garder le cap. En dehors du Mexique, des pays comme le Chili, la Colombie, et le Pérou ont tout à gagner à investir dans l'établissement d'institutions. Mais bien sûr, il faut parfois des décennies, et plus encore, pour consolider les nouvelles institutions.

Donc, quel est globalement le degré de fragilité des marchés émergents ? Contrairement aux années 1990 où les taux de change fixes étaient la norme, la plupart des pays ont aujourd'hui des taux flexibles pour amortir les chocs. Et on peut donc effectivement interpréter le drame d'aujourd'hui comme étant, en partie, le reflet de l'action de ces absorbeurs de choc.

Les actions des marchés émergents ont peut-être baissé, mais cela aussi est un absorbeur de choc. La vraie question est de savoir ce qu'il va se passer lorsque les bouleversements vont se déplacer sur les marchés de la dette. De

nombreux pays ont accumulé des réserves importantes, et émettent maintenant beaucoup plus de titres d'emprunt en devise nationale. Bien sûr, l'option consistant à faire fondre la dette n'est pas véritablement une panacée. Il reste certainement malheureusement encore de nombreux autres drames qui se trament pour les années à venir.

## Trop chers, les Jeux olympiques ?

Normand Cazalais LesAffaires.com Publié le 11/02/2014

C'est vrai, les Jeux Olympiques coûtent cher. Très cher. Trop cher?

Vrai, les Jeux de Sotchi ont dépassé le cap des 50 milliards. Faramineux. pharaoniques, insensés, scandaleux: voilà les épithètes les plus couramment utilisés. Au moins la moitié de ces milliards ont été dépensés en pots-de-vin et concussions, soutient-on. Sans parler des gens déplacés, de l'environnement malmené, de l'esprit olympique galvaudé. Tout cela pour satisfaire, semble-t-il, l'ego du nouveau tsar et ses visées politiques.

Vrai, les Jeux Olympiques sont aujourd'hui une – trop? – grosse machine. De fois en fois, les coûts ne cessent de croître selon une courbe exponentielle. Les commanditaires occupent une importance disproportionnée, la poursuite des records à abattre est devenue une obsession, les athlètes font partie du star system. L'orgueil des états et des nations est en jeu: sortez les drapeaux! On est loin de la pensée de Pierre de Coubertin: «L'idéal est de participer.» Il faut gagner. Même au prix de la dope. Et de tous les contrôles pour la traquer.

Oui, c'est cher payé, surtout quand le site des Jeux est transformé en forteresse. Because la menace terroriste.

Et chez nous, qu'est-ce qu'ils nous ont coûté, les Jeux Olympiques!

Vrai, les Jeux Olympiques coûtent cher. Mais moins cher que la guerre, que les guerres, que la production et le trafic des armes qui nous enrichissent, nous les pays qui gagnons beaucoup de médailles olympiques. D'après l'ONU, le trafic d'armes est l'une des quatre activités illégales les plus lucratives sur la planète avec le trafic de drogues, celui des médicaments et la prostitution. Selon les dernières statistiques, le marché international du trafic d'armes est évalué à plus 1 500 milliards par an. La Russie arrive en tête des exportations d'armes, avec 31% du total, suivie par les États-Unis (30%), la

France (9%), l'Allemagne (6%), le Royaume-Uni (4%) et l'Ukraine (2%). Le Canada, malgré sa modeste taille démographique, se classe tout de même au 9<sup>e</sup> rang.

Vrai, plus de 50 milliards (même étalé sur plusieurs années), c'est énorme. Moins cependant que l'industrie de la guerre.

Au moins, il y a le rêve olympique, le rêve des athlètes, de leurs parents et de leurs amis. Le rêve de ceux et celles qui assistent à leurs performances et exploits. Pour beaucoup, ces athlètes sont des adolescents et de jeunes adultes qui ont investi une grande partie de leurs vies à vouloir se dépasser. Car l'effort olympique, c'est d'abord de vouloir se dépasser soi-même avant de dépasser les autres. À moins de verser dans la triche, bien sûr...

Vous avez vu, ressenti, la joie totale de la famille des skieuses Dufour-Lapointe? Qu'a dit le père déjà? «On a conservé nos valeurs: le respect envers tout le monde, mais aussi le droit d'accomplir les choses à notre façon.» Les Jeux Olympiques – le spectacle d'ouverture des Jeux de Sotchi nous l'a rappelé avec éclat – sont une formidable vitrine culturelle. Qui n'a pas encore en tête les entrées en scène à Pékin, à Athènes, à Barcelone? Les pays hôtes se présentent alors au reste du monde. Et pour le reste du monde, c'est une occasion extraordinaire de les découvrir. Ils donnent au reste du monde, aux autres habitants de notre Terre si écorchée, l'envie de mieux les connaître, d'aller les découvrir sur place. Consultez les statistiques: après la tenue de Jeux Olympiques, le tourisme augmente dans les pays hôtes.

Je me souviens: en 1976, j'étais au Stade Olympique, au pied de la tour tronquée, infirme parmi les grues. Quand les athlètes y ont fait leur entrée, comme tout les gens autour de moi, je ne pensais plus à la tour et aux grues. Et les poils m'ont redressé sur la nuque quand un ami d'enfance, l'haltérophile Pierre St-Jean, a fait le serment olympique. Nous faisons tous et toutes ce serment avec lui.

Allez, une fois dans votre vie, visiter le Musée Olympique à Lausanne en Suisse, au bord du lac Léman. Le rêve olympique qui l'habite s'harmonise très bien avec la majesté des Alpes qui occupent l'horizon.

Les Jeux Olympiques, malgré tous leurs excès (qui ne sont d'aucune manière excusables), ne coûtent pas si cher après tout. Ils donnent de l'espoir à l'humanité. Ils ont fait avancer la cause des femmes, des noirs (pensez à

Cassius Clay, à Jesse Owens en 1936 à Berlin au grand dam d'Hitler), des minorités sexuelles également. Oui, Sotchi aidera la cause des gays; en doutez-vous?

Les Jeux Olympiques donnent une autre dimension à l'humanité. Une autre échelle à la planète: les athlètes, les états et les nations sont concurrents et non ennemis. Les habitants de cette Terre prennent alors fortement conscience de partager une même condition humaine.

Oui, les Jeux Olympiques coûtent cher, très cher.

Mais ce rêve a-t-il vraiment un prix?

**Cette nuit en Asie :**

## **La pollution rend Pékin « à peine vivable »**

Par [Gabriel Gresillon](#) et [Yann Rousseau](#) | 13/02 | Les Echos

**Les chercheurs de l'Académie des sciences sociales ont étudié 40 villes dans le monde et son arrivés à la conclusion que Pékin se classait avant-dernière en matière de qualité de l'air.**



Un touriste portant un masque de protection à Shanghai. - Sipa

C'est une affirmation qui ne surprendra pas les habitants de la capitale chinoise. Mais le fait qu'elle émane de la très officielle Académie des sciences sociales en dit long sur la reconnaissance, au plus haut niveau des autorités chinoises, du problème de la pollution atmosphérique. Les chercheurs de l'Académie ont étudié 40 villes dans le monde et son arrivés à la conclusion que Pékin se classait avant-dernière en matière de qualité de l'air. Un rapport de 2012 avait déjà admis que des pics de pollution étaient constatés au moins une fois par semaine. Dans la mégapole de plus de 20 millions d'habitants, la vie s'organise désormais autour de ce sujet. Après des

années de déni, au cours desquelles la population s'informait de la qualité de l'air en consultant les données de l'ambassade des Etats-Unis, contre lesquelles le gouvernement chinois pestait, la ville a finalement décidé de publier ses propres données de pollution. Avec des pics de pollution qui atteignent très régulièrement dix fois les seuils recommandés par l'Organisation mondiale de la santé – et un maximum de 40 fois début 2013 –, la population s'équipe massivement en masques, et lorsqu'elle en a les moyens, en purificateurs d'air. Si l'automobile est pointée du doigt, du fait de l'explosion du trafic mais aussi de la mauvaise qualité de l'essence, ce sont surtout les industries qui environnent la capitale qui semblent en cause. Le gouvernement central en a conscience et prévoit de fermer 300 usines polluantes cette année. Bien que cet hiver soit moins apocalyptique que le précédent, le niveau de particules fines continue d'atteindre des niveaux inquiétants –il était, ce matin, supérieur à 200 microgrammes par mètre cube, quand l'OMS recommande de ne pas excéder 25.

### **En Chine, l'inquiétante vitalité des trusts**

Qu'on se le dise : la solidité des trusts chinois ne fait pas de doute. C'est le message rassurant qu'a fait passer, ce matin, l'Association chinoise des Trusts. Les actifs gérés par ces derniers sont « globalement solides » et « le [risque systémique](#) est impossible », veut croire l'Association qui connaît les inquiétudes croissantes au sujet de ces [placements financiers](#) en plein boom. Celle-ci estime que 0,27% seulement des actifs financés par des trusts ont fait face à des problèmes de remboursement en 2013. Une affirmation qui vise à rassurer, quelques semaines après que les autorités chinoises sont intervenues pour trouver une solution de refinancement au sujet d'une société en faillite. Le prêt qui lui avait été octroyé par un trust menaçait de n'être jamais remboursé, plaçant le pays face au risque d'un premier [défaut de paiement](#) retentissant. Il n'en reste pas moins que les trusts ont connu, en 2013, un boom impressionnant, augmentant de 46% sur un an pour atteindre 10.900 milliards de yuans, soit environ 1.300 milliards d'euros. Cette explosion illustre le problème financier majeur qui se pose à la Chine aujourd'hui, ses banques s'avérant incapables de financer correctement l'économie, obligeant toute une finance informelle à prendre le relais. Les trusts ont connu une expansion si rapide qu'ils sont désormais la deuxième industrie financière dans le pays, derrière les banques mais devant les assureurs.

## **Le « Lapin de jade » sort du coma**

Sursaut de fierté en Chine : le robot lunaire qui avait semblé tomber en panne en janvier, suscitant des réactions de déception très marquées, a « repris conscience », selon les médias officiels. « Il a repris conscience ! Au moins il est en vie et il nous reste une chance de le sauver », a déclaré Pei Zhaoyu, le porte-parole de ce programme lunaire, dans des propos rapportés par l'agence officielle Xinhua. Cette sortie du coma est d'autant plus surprenante qu'hier, la même agence Xinhua avait annoncé, par un communiqué très bref, que le « Lapin de jade » « n'avait pu être réparé pour accomplir sa mission ». Celui-ci était tombé en panne le mois dernier, en raison de « l'environnement compliqué de la surface de la lune ». Une explication qui avait suscité quelques moqueries, ce robot étant précisément conçu pour évoluer sur le sol lunaire. La Chine n'en a pas moins marqué, avec son alunissage de la mi-décembre, et avec l'envoi de ce robot explorateur, une percée technologique remarquable, confirmant ses ambitions en matière d'exploration spatiale. Elle projette notamment d'envoyer des « taïkonautes » sur la lune, potentiellement d'ici une dizaine d'années environ.

## **Jakarta s'impose comme le marché immobilier le plus bouillant de la planète**

Ni Hong Kong ou New York. Encore moins Paris. Dans la dernière édition de son indice des prix de l'immobilier de luxe, le cabinet Knight Frank montre que la capitale indonésienne Jakarta avait connu, l'an dernier, pour la deuxième année consécutive, la plus forte envolée du prix du m<sup>2</sup> dans les habitations haut de gamme. Sur un an, les prix ont augmenté, en moyenne, de 37,7% dans la cité quand cette hausse « n'était » que de 17,5% à Dublin et de 17,1% à Pékin. Pour expliquer cette flambée dans les résidences les plus prestigieuses de la capitale indonésienne, le cabinet pointe l'offre très limitée de nouveaux projets immobiliers qui ne peut répondre à la très forte demande et ce, précise-t-il, malgré un apparent ralentissement du rythme de croissance dans le géant d'Asie du Sud-Est. Les marchés de l'immobilier de luxe à Singapour et Hong Kong, qui ont été longtemps dans les premières positions de ce palmarès, se sont, eux, apaisés l'an dernier et ont même enregistré un léger recul des prix, provoqué par la mise en place de mesures visant à freiner la [spéculation](#) et l'arrivée massive dans ces deux villes de capitaux chinois. Selon les statistiques de Knight Frank, qui se concentrent sur 30 métropoles

internationales, les prix auraient reculé de 4% à Paris sur le segment premium quand ils perdaient 8% à Genève.

### **Knight Frank Prime Global Cities Index**

1. Jakarta 37.7%
2. Dublin 17.5%
3. Beijing 17.1%
4. Dubai 17.0%
5. Los Angeles 14.0%
6. Tel Aviv 12.7%
7. Bangkok 12.3%
8. San Francisco 10.4%
9. New York 10.4%
10. Sydney 9.3%
11. Tokyo 7.9%
12. London 7.5%
13. Shanghai 7.3%
14. Monaco 6.0%
15. Vienna 5.5%
16. Kuala Lumpur 5.5%
17. Vancouver 5.3%
18. Madrid 5.0%
19. Nairobi 4.9%
20. Miami 4.3%
21. Mumbai 3.0%
22. Moscow 2.1%
23. St Petersburg 0.6%
24. Cape Town 0.2%
25. Rome 0.0%
26. Singapore -0.8%
27. Zurich -2.0%
28. Hong Kong -2.2%
29. Paris -4.0%
30. Geneva -8.0%